

**COMMUNE DE FILLINGES**  
**REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**  
**REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION PENDANT LES TRAVAUX**  
**SUR LA RD N°292 - ROUTE DE SEVRAZ**

Le Maire de la Commune de FILLINGES (Haute-Savoie),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal ; VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU la demande présentée le **28 mars 2024**, par l'entreprise **DECARROUX TP** représentée par Mr DECARROUX Arnaud pour le compte du SRB, dans le cadre de la réparation du collecteur d'eaux usées, en accotement au droit de la route départementale n°292 du PR0+000 au PR 0+037, en agglomération

VU les pièces présentées à l'appui de la demande ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commune.

**CONSIDÉRANT** l'état des lieux réalisé.

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'autorité municipale d'accorder, à titre provisoire, précaire et révocable, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

**CONSIDÉRANT** que l'intervention nécessite, pour sa bonne exécution, pour la sécurité des usagers de la voie publique et du personnel de l'entreprise, des restrictions de circulation et de stationnement.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er : Autorisation**

A compter du 10 avril 2024 et pour toute la durée des travaux, l'entreprise **DECARROUX TP** est autorisée à occuper le domaine public au droit du chantier et à exécuter les travaux décrits dans la demande susvisée sur la RD 292 en agglomération.

**ARTICLE 2 : Circulation**

Sauf intempéries ou aléas de chantier, à compter du 10 avril 2024, les dispositions seront prises de façon à réduire au maximum la gêne pour la circulation publique.

Le rétrécissement de la chaussée permettra le maintien de la circulation, signalé par panneaux B15/C18.

Les véhicules et engins de l'entreprise **DECARROUX TP** seront autorisés à stationner sur la zone de travaux sans toutefois occasionner de gêne pour la circulation.

La vitesse sera réduite à 30 km/h pour tous les usagers sur la zone d'intervention et le dépassement sera interdit.

**ARTICLE 3 : Signalisation**

La signalisation de restriction et de rétrécissement des voies de circulation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8<sup>ème</sup> partie – Signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié).

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité de l'Entreprise **DECARROUX TP** et sera maintenue de jour comme de nuit pendant toute la durée du chantier.

**ARTICLE 4 : Responsabilité**

Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de cette occupation.

**ARTICLE 5 : Affichage**

Le pétitionnaire est chargé de mettre en place l'affichage du présent arrêté sur site.

**ARTICLE 6 : Révocation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

**ARTICLE 7 : Infractions**

Le Service Municipal de Prévention et de Sécurité est autorisé, en cas de besoin, à prendre toutes les mesures modifiant le détail des dispositions prévues. Les véhicules en infraction au présent arrêté municipal seront considérés comme gênants au titre des dispositions de l'article R.417-10 du Code de la Route et susceptibles d'être mis en fourrière conformément à l'article L.325-1 du Code Route.

## ARTICLE 8 : Délais et voies de recours :

En application de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble - 2 place de Verdun BP 1135 - 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. La juridiction administrative peut être saisie par le biais du portail « Télérecours citoyen », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté pourra également faire l'objet d'un recours gracieux présenté auprès de l'autorité signataire ou de l'autorité hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui devra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'autorité compétente (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

## Ampliation :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le lieutenant de la Brigade Territoriale de REIGNIER- ESERY (74), et tous les agents de la Commune régulièrement assermentés, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est transmise :

- à Monsieur le Lieutenant - Commandant de communauté de brigades d'Annemasse-Reignier,
- à Monsieur le Président du département,
- à Monsieur le Président de la Communauté de Communes des 4 Rivières,
- à Monsieur le Président du SM4CC (Syndicat Mixte des 4 communautés de Communes),
- à Monsieur le Président du Syndicat des eaux Rocailles Bellecombe,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Haute-Savoie,
- à Madame la Directrice des Services Techniques de la commune de Fillinges,
- à Monsieur le Responsable du Service Voirie de la commune de Fillinges,
- à Monsieur le responsable du Service de Prévention et de Sécurité de la Commune de FILLINGES,
- à l'entreprise DECARROUX TP – 74930 PERS-JUSSY.

Fait à Fillinges, le 8 avril 2024

Le Maire,  
Bruno FOREL

The image shows a blue ink signature of Bruno Forel over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE FILLINGES' and a central emblem. To the right of the stamp, the date '10 AVR. 2024' is printed in blue.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, affiché le

Mise en ligne: **10 AVR. 2024**